



Nantes, le 7 mars 2023

Monsieur le Directeur Général  
Du CHU de NANTES  
Direction Générale  
Immeuble Deurbroucq

## LETTRE OUVERTE

Objet : Epuisements professionnels - Dialogue social

Monsieur le Directeur Général,

Depuis 2008, les arrêts de travail ne cessent de progresser pour atteindre le triste record de plus de 260 000 jours, soit plus d'un mois d'arrêt de travail. Un chiffre qui a été multiplié par deux en 10 ans. Des maladies professionnelles de plus en plus graves et invalidantes accompagnées de nombreux épuisements professionnels et d'un risque psycho social grandissant touchant toutes les professions. Une politique de reclassement quasi inexistante et un nombre de départ à la retraite par invalidité qui progresse.

Ces derniers mois, les arrêts de travail se multiplient sur de nombreux secteurs d'activité en très grandes difficultés comme par exemple sur le secteur de la gériatrie ; de la chirurgie orthopédique ; de la psychiatrie ; aux urgences adultes et pédiatriques et bien d'autres secteurs d'activité encore...

Vous avez déclaré dans l'article de Ouest France du 7 mars 2023 intitulé « les urgences pédiatriques au bord de la rupture » que la direction rappelle « sa volonté de maintenir un dialogue constructif, à l'écoute des professionnels ».

Nous tenons à réagir à vos propos qui ne reflètent pas la réalité de terrain. Non seulement le dialogue social est inexistant au CHU de NANTES mais la maltraitance à l'égard des professionnels s'accroît d'année en année provoquant de très nombreux arrêts de travail, de très nombreux épuisements professionnels. Les organisations de travail sont délétères et inhumaines. Elles sont portées pourtant à votre connaissance par le biais de préavis de grève. Les professionnels se sont exprimés sur leurs conditions de travail délétères et l'insécurité dans laquelle ils exercent leur travail lors des négociations mais rien y fait. Vous vous obstinez à ne pas répondre aux revendications des salariés par la création de postes. Ces postes sont indispensables pour préserver la santé physique et psychologique au travail des professionnels et assurer la sécurité de la prise en charge des patients.

En agissant ainsi, vous faites le choix de mettre en danger :

- les professionnels qui sont épuisés, qui en ont ras le bol d'être mal traités, en prenant le risque que ces professionnels quittent définitivement le CHU de NANTES, voire désertent la profession alors que nous n'arrivons plus à recruter
- les patients les plus vulnérables puisqu'il s'agit d'enfants hospitalisés

Faut-il vous rappeler le nombre important d'arrêts de travail aux urgences adultes et en psychiatrie pour un épuisement professionnel au mois de février ? Et aujourd'hui aux urgences pédiatriques !

Qu'attendez-vous, qu'un drame survienne pour réagir ? Est-ce une stratégie pour continuer à « descendre » l'hôpital public ?

Il ne suffit pas d'engager des dépenses inutiles dans l'achat de chocolats pour un montant de 26 000 euros ou bien encore plus de 40 000 dans les agapes pour la direction, dans les frais de restauration pour soi-disant représenter le CHU ou bien encore plus de 93 000 euros dans une étude « plan expérience vie professionnelle » pour laquelle nous n'avons pas eu de retour, qui n'a servi à rien si ce n'est d'engraisser un cabinet privé d'audit.

Le palais des glaces ou bien encore la nouvelle boîte à chaussure que sera le nouvel hôpital n'est pas une fin en soi ! Ce n'est pas la vitrine qui fera l'hôpital de demain mais bien les personnels qui y travailleront et les moyens qu'ils disposeront pour prodiguer des soins de qualité et en toute sécurité.

Hors, nous sommes très inquiets puisque les organisations de travail mises en place à ce jour sont celles qui seront déployées sur l'île de Nantes ; des organisations délétères pour les professionnels ; une diminution de l'offre de santé public sur notre territoire par la suppression de lits. Tout comme la pression financière qui est reportée sur les professionnels depuis 2008 pour à la fois désendetter le CHU, éviter d'avoir recours à de nouveaux emprunts par la capacité d'autofinancement et pouvoir ensuite financer ce nouvel hôpital qui est très mal subventionné pour lequel nous ne sommes pas au bout de nos surprises.

Pour rappel, en 2008 notre organisation syndicale avait chiffré ce projet à 1,5 milliards d'euros, pendant que le CHU sous estimait le montant qui n'a pas cessé d'évoluer, estimé aux dernières annonces en juin 2022 à près d'1,3 milliards d'euros sans prendre en compte l'inflation que nous subissons.

Toutes ces contraintes politico économiques sont portées sur les professionnels qui n'en peuvent plus ; sur des professionnels qui ne voient aucune perspective d'amélioration et qui finissent par désertier l'hôpital et la profession. Elles participent à cette volonté qui est de « flinguer » l'hôpital public et par la même occasion les patients les plus précaires qui ne pourront plus ou moins accéder aux soins.

Le dialogue social constructif dont vous vous targuez doit passer par l'aboutissement des revendications des salariés, principalement par la création de postes à la hauteur des besoins et certainement pas par ce dialogue de sourd.

Nous tenons à porter cette lettre ouverte à la population qui par ce management inhumain; par cette gestion restrictive et indigne met en danger la population car de fait cette maltraitance institutionnalisée contribue à l'insécurité des prises en charge des patients ; aux arrêts de travail qui a pour conséquence la fermeture de lits et diminue ainsi l'offre de santé public sur notre territoire ; rallongeant ainsi les délais de prise en charge des patients avec cette notion de perte de chance...

Dans ces conditions, nous exigeons des créations de postes à la hauteur des besoins. Nous exigeons une nouvelle rencontre pour l'ensemble des services pour lesquels nous avons déposé un préavis de grève et voir aboutir les revendications des salariés et éviter de nouveaux épuisements professionnels.

Ces épuisements professionnels pourront faire l'objet d'une plainte individualisée à votre rencontre en tant que chef d'établissement puisque vous êtes le garant de la santé des personnels du CHU de NANTES ou bien encore de plaintes de patients qui compte tenu de cette politique RH inadaptée met gravement en danger les patients, retardent les prises en charge, diminuent l'offre de santé sur notre territoire avec cette notion de perte de chance.

Dans l'attente de vous lire et de vous rencontrer.

Recevez, Monsieur le Directeur, nos meilleures salutations.

Pour le Syndicat CGT  
Du CHU de NANTES  
Le Secrétaire Général  
Olivier TERRIEN

Copie :

Monsieur le Ministre de la santé et de la solidarité  
Monsieur le directeur de l'agence régionale des Pays de la Loire  
Presse